

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENTREPRISES ET  
REDUCTION DE LA PAUVRETE PAR LA CREATION  
D'EMPLOIS DANS LES REGIONS DEFAVORISEES :  
LE CAS DES ENTREPRISES PUBLIQUES  
ALGERIENNES SONATRACH ET SONELGAZ**

Abderrahmane **ABDOU**<sup>\*</sup>  
Nacer Eddine **BOUCHICHA**<sup>\*\*</sup>

**INTRODUCTION :**

La contribution que nous présentons lors des travaux de ce colloque sur la question de l'emploi en Afrique du Nord, tentera de relater l'expérience de deux entreprises algériennes, Sonelgaz et Sonatrach, qui ont investi dans le développement durable. Les chantiers initiés par ces entreprises peuvent être dans leur globalité inscrits sous le registre de l'action sociale visant la réduction de la pauvreté à travers la création d'activités économiques à petite échelle et la création d'emplois dans des régions défavorisées. Il est bien entendu que si, jusqu'à ce jour l'action publique et la création d'activités économiques ont été le fait de l'Etat, nous observons aujourd'hui de grandes entreprises économiques, dans le cadre de la promotion du développement durable, s'intéresser aux questions de pauvreté et d'exclusion sociale. Il y a lieu de souligner que ces activités, liées au développement durable, restent à la périphérie de l'activité de base ou du métier de base de ces entreprises.

Ce regain d'intérêt pour les questions sociales semble être une réponse aux récents événements internationaux qui sont venus bouleverser les règles du jeu économique des entreprises. Du sommet de la terre de Rio de juin 1992, jusqu'à récemment le sommet de Johannesburg 2002, de nouvelles idées ont émergé scandant le développement durable comme vecteur de réforme et une alternative de développement qui pourrait apporter de nouvelles réponses aux demandes sociales croissantes. Ces mutations interpellent l'entreprise dans sa dimension stratégique, celle de sa responsabilité éthique et sociale. En effet, la responsabilité de l'entreprise ne s'arrête pas uniquement à son environnement immédiat mais s'étend à son

---

\* Chercheur au CREAD

\*\* Chercheur au CREAD

environnement global. Cet élargissement de la responsabilité de l'entreprise lui impose d'ajuster sa stratégie de croissance et d'intégrer désormais la dimension sociale comme alternative forte de communication au sein de la société. Depuis quelques années, les spécialistes en sciences sociales, sociologues et économistes, observent l'émergence d'une nouvelle fonction "Développement durable"<sup>1</sup> et sa formalisation dans les organigrammes des grandes entreprises. On peut citer à titre d'exemple EDF-GDF, France Télécom, l'entreprise pétrolière BP, etc.

Cette préoccupation n'est pas le fait unique des grandes entreprises étrangères mais concerne également les entreprises des pays sous développés. Deux entreprises algériennes, Sonatrach et Sonelgaz, ont investi dans ce créneau de développement durable. Pour la première, sa politique actuelle de communication est fondée sur le slogan de l'entreprise citoyenne qui s'intéresse au développement durable. L'intérêt des responsables pour cette action a été traduit dans la vie de l'entreprise par sa formalisation en service appelé projet MIS "*Management de l'Investissement Social*". Cette structure est déjà fonctionnelle et a mis en place un programme dans différentes régions et espaces défavorisés ciblant les populations vulnérables en les aidant à créer des emplois et des activités économiques à petite échelle. La seconde entreprise, Sonelgaz, se voulant être conformiste et appliquer les recommandations des Nations Unies de diversifier l'offre de son système énergétique, a initié un programme de grande envergure d'électrification des villages du grand sud du pays en énergie photovoltaïque. Cette opération n'a pas été seulement une action technique d'électrification mais elle a constitué un élan social visant la réduction de la fracture énergétique et un moyen de lutte contre la pauvreté par la création d'emplois au sein du territoire.

Si la finalité de ces entreprises, Sonatrach et Sonelgaz, en investissant dans le développement durable, est à priori la revalorisation de leurs images en tant qu'entreprises qui s'intéressent aux préoccupations du

---

<sup>1</sup> Le développement durable est défini dans le rapport Brundtland comme étant "un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs". Cette définition ne limite pas uniquement le développement durable à l'environnement, mais englobe des dimensions plus larges: économique, sociale et environnementale. Certains experts ajoutent également les dimensions politique, culturelle et éthique.

local (espaces géographiques d'implantation), elles contribuent par contre indirectement aux efforts de l'Etat dans la réduction de la pauvreté à travers l'aide à la création d'emplois et l'aide au montage d'activités économique à petite échelle.

### **L'ENTREPRISE FACE A L'ACTUALITE D'UN CONCEPT NOUVEAU: LA RESPONSABILITE SOCIALE.**

Pourquoi l'introduction de ce concept au sein des entreprises et en particulier au sein des grandes entreprises et quelle est son rôle dans le développement de l'activité et l'image symbolique de ces entreprises? Les débats actuels sur l'entreprise se focalisent sur deux dimensions: la première est la responsabilité de l'entreprise à laquelle on ne reconnaît plus le droit à l'erreur car tout comportement à risque émanant de sa part pourrait être sanctionné rapidement par les consommateurs et dénoncé par les associations de défense des droits des citoyens et des consommateurs. Nombreuses sont les expériences qui attestent de la gravité de la situation au plan international, on peut citer les cas de la vache folle, le naufrage du bateau Eurka (entreprise Total), l'accident de l'usine AZF de Toulouse, etc. Au plan national, on peut citer également les cas de la région de Annaba: l'usine de sidérurgie d'El Hadjar et l'usine de produits chimiques Asmidal, ainsi que l'accident dans le complexe pétrolier de Skikda, etc. La seconde dimension concerne le registre de la transparence dans les actions menées par les entreprises. Il est demandé à l'entreprise plus de transparence dans la traçabilité des intrants des produits utilisés. On exige l'identification rapide des produits utilisés afin de s'assurer rapidement de la conformité et ou l'authenticité des déclarations, etc. La question de la santé publique devient une priorité et un principe fort de Précaution.

Toutes ces contraintes font qu'aujourd'hui l'entreprise se trouve triplement sanctionnée parce qu'elle est dans l'obligation d'assurer pleinement ses fonctions classiques, c'est à dire faire face aux exigences du marché, des concurrents et des clients. Elle doit être en veille permanente afin d'assurer sa survie et enfin, elle s'acquitte d'une mission nouvelle, celle d'assumer sa responsabilité éthique au sein de la société. Cette dernière mission a enrichi le vocabulaire sur l'entreprise, dans la mesure où l'on parle aujourd'hui d'entreprise citoyenne, de responsabilité sociale de l'entreprise, de gouvernance d'entreprise, etc.

### **Pourquoi cet élargissement des missions de l'entreprise?**

Même si le concept d'entreprise citoyenne est né aux USA au début du siècle, fortement influencé par le mouvement religieux protestant, son évolution a été plus marquée après la Seconde Guerre mondiale et notamment dans le cadre de la contestation des principes de l'Etat providence.

En effet, dès la Seconde Guerre mondiale et afin d'assurer la reconstruction d'après guerre, les Etats se sont positionnés comme étant de véritables entrepreneurs de la reconstruction de leurs pays. Des principes nouveaux ont émergé, fondés sur la solidarité nationale, sur l'accès au bien être de la population et l'égalité des chances d'accès à l'éducation et à la protection sociale, etc.

Cependant, durant ces trois dernières décennies, ces principes de l'Etat providence ont connu une remise en cause. La crise économique, l'augmentation et la diversification des besoins de la population, les problèmes de pauvreté, de chômage, d'exclusion ont accéléré la remise en cause du rôle de l'Etat. On lui reproche d'être un obstacle au développement économique en maintenant la population dans l'assistanat. En somme, on exige de l'Etat de se retirer des affaires économiques et laisser le marché jouer le rôle de régulateur.

Dans ce nouveau schéma, prôné par les néo-libéraux, les entreprises sont interpellées pour jouer un rôle catalyseur et se voient attribuer une nouvelle responsabilité. C'est ainsi qu'il est demandé à l'entreprise de jouer un rôle plus actif pour assurer sa responsabilité des risques qu'elle peut causer à son environnement et d'être transparente dans ses actions de production et de commercialisation de ses produits.

Plusieurs courants théoriques "business ethics", "business and society research" se sont constitués autour de ce concept de responsabilité sociale de l'entreprise. Les principes qu'ils défendent s'articulent autour de l'existence d'un lien social fort entre l'entreprise et la société. Pour les défenseurs de ces courants théoriques, l'entreprise est une entité indispensable au sein de la société, son existence se justifie par le fait qu'elle puise ses ressources de la société, elle est en interaction permanente avec son environnement et, dans ce cadre, elle a des devoirs envers la société. Ces devoirs ont été synthétisés en trois sphères par le Committee for Economic Development (social responsibilities of business corporations 1971) comme suit:

- La sphère renvoyant aux responsabilités économiques

(production de biens et de services...)

- La sphère renvoyant à la prise en charge des normes et valeurs sociales (conditions des employés, protection du consommateur...)
- La sphère renvoyant aux responsabilités émergentes et notamment les questions de l'environnement écologique et social.

En fin de compte, les tenants de ce courant annoncent l'élargissement du champ d'influence de l'entreprise et l'intégration de la dimension du développement durable comme composante incontournable dans la vie de l'entreprise et comme facteur de différenciation sur le marché (stratégie de positionnement éthique). Le fait que les entreprises actuellement optent en masse pour le développement durable peut être expliqué par deux faits majeurs: d'un côté, les entreprises anticipent et mettent en place les normes environnementales pour être en conformité avec la réglementation; d'un autre côté, l'investissement dans le développement durable constitue une opportunité pour acquiescer ou se positionner sur de nouvelles niches de marchés.

Le développement durable et la responsabilité sociale de l'entreprise désignent la nouvelle figure de l'entreprise citoyenne qui se caractérise par sa double image, celle de l'entreprise économique et celle de l'entreprise qui fait du social et participe à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Certains diront que l'entreprise citoyenne, c'est la grande entreprise qui réagit aux préoccupations du local et qui cherche par tous les moyens à renouer ses contacts et reconquiescer sa légitimité avec son environnement local immédiat. Ce qu'il faudrait savoir, c'est que le chef d'entreprise qui investit dans le développement durable, qui veut donner une nouvelle image à son entreprise, "entreprise citoyenne", ne le fait pas au détriment de la recherche du profit qui est la finalité ultime de l'entreprise. Mais l'intérêt pour ce registre est avant tout une stratégie pour assurer la pérennité du profit. Car ce qui pourrait inquiéter un chef d'entreprise, c'est de voir son entreprise soumise à une contestation sociale menée par des ONG et des journalistes qui attirent l'attention de la population et des consommateurs sur la dégradation des indicateurs sociaux et environnementaux provoqués par l'entreprise au sein de la société.

## Que signifie donc le développement durable pour les entreprises?

La politique de développement durable au sein de l'entreprise n'est donc pas un effet de mode ou une action conjoncturelle. C'est un nouveau vecteur de développement et de stratégie de communication de l'entreprise qui découvre sa responsabilité sociale au sein de la société. Cette politique d'entreprise est présentée comme étant une politique d'anticipation et une réactivité à la contestation sociale qui la presse de rendre compte de ses choix de développement et de ses performances. Les choix d'investir dans ces créneaux d'activités confirment les orientations de réforme de l'entreprise.

Pourquoi donc l'entreprise s'est orientée vers les dimensions sociales - devenir du climat, l'éthique sociale, lutte contre la pauvreté, etc. qui, traditionnellement, relevaient de la responsabilité de l'Etat, alors que sa raison d'être et sa finalité sont le profit?

Il existe au moins deux pistes pouvant expliquer l'orientation de l'entreprise vers le développement durable:

- La première piste est liée aux politiques et aux stratégies de croissance qui ont porté au premier plan les dimensions responsabilité éthique pour la prévention des risques potentiels. Les préoccupations de réduction des risques ont poussé les pouvoirs publics et la société civile à imposer des principes de «*Précaution*». En réaction à ces nouvelles contraintes, l'investissement dans le développement durable représente une alternative pour se conformer aux exigences de la société ou, en d'autres termes, contourner les contraintes externes.

- La seconde piste, et celle qui nous intéresse le plus, concerne le souci de l'entreprise de vouloir se prémunir de la «*Contestation sociale*». Dans ce cadre, l'anticipation en développant des actions sociales reste le meilleur moyen de Précaution.

Ces deux arguments nous révèlent que l'engagement de l'entreprise dans le développement durable est une question stratégique de responsabilité éthique à long terme. Donc, c'est par anticipation de la contestation sociale que les entreprises ont mis en place des stratégies de développement durable et en particulier l'investissement dans le développement social. Ce comportement anticipatif, nous pouvons l'apercevoir à travers les mesures prises par deux grandes entreprises publiques algériennes, Sonelgaz et Sonatrach, dans les régions du grand Sud en faveur des espaces et des populations locales défavorisés.

## **LES PREMIERS RESULTATS DES ACTIONS CONCRETISEES SUR LE TERRAIN EN MATIERE DE LUTTE CONTE LA PAUVRETE ET DE CREATION D'EMPLOIS.**

### **Le développement durable, la réponse des entreprises aux contraintes externes et les actions sur la réduction de la pauvreté: l'expérience Sonelgaz**

L'entreprise Sonelgaz a mis en place un programme d'insertion d'une nouvelle technologie dont la finalité est l'électrification de 20 villages enclavés dans le grand Sud en énergie «photovoltaïque» faisant bénéficier environ 1000 ménages<sup>2</sup>. Le choix du système photovoltaïque, comme technologie source d'alimentation en énergie des populations du grand Sud, est surtout motivé par le fait que c'est une technologie propre inscrite dans le programme des Nations-Unies pour le développement durable. C'est aussi un choix social de dotation de ces populations en énergie électrique en vue d'améliorer leurs conditions de vie, réduire le niveau de pauvreté, leur isolement mais surtout renforcer leur fixation dans l'espace.

Ce programme initié par l'entreprise Sonelgaz ne peut pas être appréhendé uniquement sous l'angle technique de l'électrification mais aussi sous l'angle de réactivité de l'entreprise à la contestation latente exprimée par les populations exclues du réseau national d'électricité (interconnexion). En effet, les réalisations affichées par l'entreprise Sonelgaz de l'ordre de plus de 95% du programme national d'électrification et le fait d'afficher qu'il ne reste à réaliser que 5% du programme constitué essentiellement par le rural épars et par certaines régions du grand Sud, constitue une réponse claire donnée par l'entreprise aux populations enclavées de la fin de la connexion au réseau national. Cette position en soi, même si elle se justifie techniquement et économiquement, traduit l'exclusion d'une partie du territoire des bienfaits de l'interconnexion du réseau national électrique. C'est cette partie de la population qui entretient et alimente une contestation passive sous prétexte que son exclusion du réseau

---

<sup>2</sup> Le souhait d'accès à l'énergie électrique n'est pas une réalité nouvelle dans les régions du grand Sud dans la mesure où nombreuses sont les communautés qui ont déjà exprimé leurs besoins d'électrification auprès des autorités locales. En réponse à cette pression sociale, les autorités centrales projettent d'électrifier, dans un autre programme spécial, environ 15 villages isolés pouvant faire bénéficier plus de 750 ménages, selon les sources du ministère de l'Energie et des Mines, Direction de l'électrification.

(service public) est socialement inacceptable. A titre d'exemple, notre enquête de terrain, dans certaines régions du grand Sud, a révélé que certaines communautés villageoises du Sud ont refusé d'être électrifiées en énergie photovoltaïque, sous prétexte qu'elle est une sous énergie et revendiquent un raccordement conventionnel au réseau national.

### **Les impacts du projet sur la population locale: la lutte contre la pauvreté**

L'évaluation du phénomène électrification en photovoltaïque a révélé quatre niveaux de transformation sociale:

- Au plan de la morphologie des villages: nous avons observé une dynamique de sédentarisation de la population. Plus de 90% des ménages ont construit en dur pour bénéficier de l'électrification abandonnant ainsi leurs huttes. Plus de 82,3% des maisons en dur disposent de l'énergie électrique. L'électrification a favorisé le peuplement des villages, environ 12% de ménages nouveaux se sont installés depuis qu'il y a eu l'électricité.

- Au plan du comportement social, des changements notables ont été relevés. Ainsi, plus de 65% des ménages électrifiés ont observés des changements dans leur vie quotidienne. Ils sont plus de 47% à estimer que le changement est radical. Le rapport au temps a été modifié. Avant l'électrification, l'activité s'arrêtait à la tombée de la nuit mais depuis l'insertion de cette nouvelle technologie, l'électricité, la journée est prolongée tard dans la nuit, plus de 54% des ménages éteignent les lumières après 22 heures. Concernant l'usage de la télévision, plus de 58% des ménages ont affirmé regarder la télévision en début de soirée et le soir tardivement. C'est un changement radical dans le comportement de la population du Sud qui rompt avec le cycle naturel de structuration de l'activité humaine.

- Au plan du confort, avec l'insertion de cette nouvelle technologie «électricité photovoltaïque», de réelles opportunités ont été offertes aux populations des villages électrifiés pour investir dans les équipements électriques.

- Différents équipements électroménagers ont été acquis comme le téléviseur, le réfrigérateur, le poste radio, le ventilateur, les lampes, etc.

**Les impacts du projet sur la population locale: la lutte contre la pauvreté par la création d'emplois et d'activités économiques à petite échelle.**

Deux indicateurs peuvent être utilisés pour apprécier la contribution du projet électrification en énergie photovoltaïque à la création d'emplois et au développement d'activités économiques:

D'abord, il y a eu des opportunités de création d'emplois qualifiés pour les personnes externes aux villages. On peut citer à titre d'exemple les enseignants, le personnel paramédical, le personnel des mairies, le personnel des bureaux de postes, etc.

Ensuite, il y a des opportunités de création de nouveaux profils d'emplois au profit des populations locales. On peut citer à titre d'exemple; les emplois d'entretien de panneaux solaires, les emplois de gardiennage, etc.

## Projet Sonelgaz d'électrification en énergie photovoltaïque et lutte contre la pauvreté par la création d'activités économique à petite échelle

Emplois créés Domaines	Services créés au sein des villages enclavés	Espaces concernés		Emplois
		Villages	Wilaya	
Education	L'école	Ifni,	Illizi	Enseignants
	Cantine scolaire	Imahrou Tahifet, Terhanenet Thala, Hassi Mounir	Tamanraset Adrar Tindouf	Cuisinier, aide et agent d'entretien, d'émarcheur, etc.
Santé	Centre de soin	Ifni,	Illizi	Infirmiers
		Imahrou Tahifet Terhanenet Thala, Hassi Mounir	Tamanraset Adrar Tindouf	Transporteur de médicaments
Services	Annexe PTT Annexe APC	Hassi Mounir	Tindouf	Agents PTT
		Terhanenet Hassi Mounir	Tamanraset et Tindouf	Agent mairie Postes de gardiennage des installations
Panneau photovoltaïque Développement de certaines activités génératrices de revenu	Dans tous les villages	////	////	Agent d'entretien et de nettoyage des panneaux Commerce dans l'appareillage photovoltaïque
		Tamanraset Adrar Tindouf		Couture, tissage, soudure, mécanique (auto, moteur), La réparation des pompes et outillage électrique Maintenance des panneaux et des batteries solaires, etc. Mise en valeur des terres

Le projet d'électrification des régions du grand Sud constitue une véritable opération de développement durable qui a permis non seulement de créer les conditions de réduction de la pauvreté mais surtout a produit de nouvelles opportunités en faveur des communautés villageoises traduites en termes d'émergence de nouveaux profils d'emplois. Cette action inscrite globalement sous le sceau du développement durable a révélé une démarche de consultation large des principales parties prenantes du projet. Certes, c'est une approche très difficile, tant les implications sont nombreuses au niveau du terrain. Si les populations locales ont affiché dès le départ un fort engouement pour le projet, les autorités locales, par contre, ont été très réticentes quant à la démarche proposée. Cette attitude de méfiance ne s'est pas manifestée à l'égard du projet et de ses objectifs, mais plutôt par rapport à son inscription administrative et sa prise en charge. En effet, si la démarche de l'entreprise a été dès le départ consultative, les rouages bureaucratiques ont fait que sur le terrain des ambiguïtés sont restées sans réponses.

Néanmoins, malgré les rouages bureaucratiques, le projet a permis l'émergence d'une nouvelle réalité dans l'espace saharien. Les perspectives pour ces villages électrifiés sont nombreuses tant au niveau de l'arrivée massive de technologies (téléphonie rurale ou satellitaire, Internet), de l'attrait des compétences des régions locales ou du Nord (enseignants, agents paramédicaux, administrateurs, techniciens, etc.), que du point de vue de création des activités économiques génératrices de revenu à l'échelle des villages électrifiés (mise en valeur des métiers artisanaux, prolifération de petits commerces pour les besoins locaux, construction de petites huttes relais pour accueillir des touristes, etc.). En somme, ce système d'électrification en énergie photovoltaïque constitue une véritable opportunité de création d'affaire dans le Sud.

### **ACTIONS SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE: L'EXPERIENCE SONATRACH**

L'entreprise Sonatrach a mis en place un programme social d'un autre ordre. Il s'agit d'une opération axée essentiellement sur le développement communautaire durable en faveur des populations les plus vulnérables du grand Sud en vue de les aider à améliorer leurs conditions de vie et réduire le niveau de pauvreté<sup>3</sup>. Cette action sociale constitue une

---

<sup>3</sup> Le choix des sites d'intervention a été fait sur la base de l'étude PNUD - Anat relative à la carte de la pauvreté en Algérie.

réponse anticipée au reproche fait déjà à l'entreprise d'être coupée de son territoire, ne développant aucun lien de solidarité avec son espace d'implantation. Conséquence logique de cette situation, la contestation sociale qui a éclaté récemment dans la région de Ouargla où l'on a reproché à l'entreprise de ne pas favoriser les recrutements au sein de la population locale. Un autre argument alimentant la contestation concerne l'espace externe de l'entreprise complètement hostile, marqué par la pauvreté, l'exclusion, etc. Depuis ces événements, l'entreprise a intensifié ses actions en faveur de ces populations défavorisées.

Cette mission qui a été confiée à l'équipe Projet MIS (Management de l'investissement social) consistait à aider les populations démunies, à travers une démarche participative, à se prendre en charge. Le principe de base de cette démarche consiste à assurer la participation par injonction dans la détermination des besoins prioritaires de la population locale. Deux raisons justifient la recherche de la participation de la population locale; d'abord, au plan économique, l'entreprise Sonatrach a dégagé une enveloppe financière pour soutenir le développement local des communautés pauvres du grand Sud. Pour cela, les responsables de l'entreprise avaient exigé d'identifier les relais locaux qui participeraient à la mise en œuvre du programme mais surtout assureraient le rôle d'intermédiaire entre la population et les responsables de l'entreprise Sonatrach chargés de l'exécution du programme. Ensuite, au plan sociologique, il fallait identifier les besoins des communautés, les traduire en projets, identifier les bénéficiaires et les associer à toutes les phases de l'élaboration du projet. Cette démarche, consistant à vouloir faire participer les populations bénéficiaires du projet, découle d'une logique sociale de rupture avec la situation d'assistanat et d'un souci de donner toutes les garanties qui assureraient l'appropriation du projet par la population locale.

Pour ces deux raisons, l'entreprise Sonatrach a opté pour la participation et l'accompagnement des bénéficiaires dans toutes les phases de mise en œuvre de leurs projets de développement local. Concrètement, cette opération a consisté à attribuer, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté aux populations vulnérables, des équipements d'appoint (pompes d'eau pour la petite hydraulique, des machines à coudre pour les artisans, des tables pour les écoles, des panneaux solaires pour l'éclairage public, des livres et micro pour les écoliers, etc.) qui permettraient de créer les conditions favorables pour la création d'activités économiques au niveau local et la création d'emplois. Il s'agissait également de prospecter auprès des populations locales leurs

besoins communautaires et attentes prioritaires susceptibles d'être traduites en projets d'investissements bénéficiant d'un soutien financier de la Sonatrach (mise en valeur agricole, ouverture de classes de formation professionnelle dans les métiers de l'artisanat local, des bus scolaires pour les écoliers, des engins pour lutter contre l'ensablement et pour l'ouverture des pistes, aider à équiper les bibliothèques locales en livres, tables, modules de rangement, chaises etc.). Toutes ces actions ont un but commun, celui de solliciter la population locale à identifier ses besoins qui seront traduits ultérieurement en projets de développement communautaire.

## Projet Sonatrach de management de l'investissement social : Lutte contre la pauvreté par la création d'activités économiques à petite échelle

Emplois créés Domaines	Services créés au sein des villages enclavés et équipements attribués	Espaces concernés		
		Villages	Wilaya	Emplois
<b>Education</b>	*Équipement de 3 annexes des centres de formation professionnelle: 30 ordinateurs 20 m ériers à tisser 20 machines à tricoter 60 machines à coudre 30 postes de coiffure *Équipement d'une médiathèque et ouverture d'une bibliothèque	Charouine -Talmine -Ouled Aissa -El Menia à	Adrar Gharda à	* Recrutement de formateurs * Recrutement du personnel de soutien : gardiens de l'établissement, femmes de ménage, voir plus de personnel administratif. * Recrutement du personnel chargé de la gestion de la bibliothèque
<b>Santé</b>	*Fourniture d'équipement aux structures de santé: 52 climatiseurs pour salles de soins 02 appareils radiologiques 02 fauteuils dentaires 02 électrocardiogrammes * Fourniture de 03 ambulances *Fourniture d'une ambulance *Fourniture de 02 ambulances * Equipement de la maternité 01 table chauffante 01 couveuse 01 table d'accouchement 01 doppler 01 échographe * Equipement des centres de soin : 04 appareils radiologiques mobiles 03 générateurs de dialyse	-Charouine, -Ouled Aissa, - Tinerkoug Matriouine, -Borgj Badji Mokhtar, Timiaouine, Ksar Kaddour -El Ghicha -Hadji Mecheri -Ain Sidi Ali -Ksabi -Krackda -Rogassa -El Meni à Tinzaouatine -Abalessa -Ideles -Fougara	Adrar Laghouat Bechar El Bayadh Gharda à	* Emploi en matière de gardiennage, de maintenance des équipements, chauffeurs d'ambulance * Recrutement du personnel paramédical et médical : radiologues, infirmiers, dentistes, sages femmes.
<b>Agriculture</b>	*Réalisation d'ouvrages hydrauliques tels que : Fonçage et équipement de 115 puits *Réalisation et équipement de 2 forages *Réalisation de 152 bassins de 50 m3 chacun * Réalisation d'un projet d'électrification rurale concernant 18 coopératives familiales agricoles:	-Charouine -Talmine -Ouled Aissa -Tinerkoug -Matriouine -Borgj Badji Mokhtar	Adrar	Emplois d'agriculteurs De techniciens en matière d'équipement agricole et de maintenance
<b>Désenclavement</b>	fourniture de 13 groupes électrogènes pour 5 mechtas et raccordement au réseau électrique Sonelgaz de 13 mechtas * Mise à disposition d'un rétro- chargeur pour lutte contre l'ensablement et l'ouverture des pistes	Borgj Badji Mokhtar Charouine, Talmine Ouled Aissa	Adrar	Emplois techniciens équipements électriques et maintenance Chauffeurs pour engin

## **DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENJEUX POUR LES ENTREPRISES**

L'émergence de la fonction développement durable au sein des entreprises coïncide avec le développement de la notion de responsabilité sociale des acteurs économiques. Les actions entreprises dans le grand Sud, au profit des populations locales défavorisées, peuvent être considérées à priori comme étant des initiatives de renforcement du développement durable. Cependant, ces actions posent un véritable défi dans la mesure où elles relancent le débat de fond sur la responsabilité éthique et sociale au sein de ces territoires, mais surtout traduisent les nouvelles formes d'injonctions qui modifient profondément les règles du jeu au sein du territoire.

En effet, si pendant plusieurs années, l'Etat était défini comme étant l'entrepreneur par excellence du développement, le dépositaire de l'intérêt général et le régulateur des actions sociales et économiques, aujourd'hui, on critique son inefficacité et on dénonce ses défaillances. Des interrogations sont portées sur la pertinence de l'action publique, sur la spécificité des actions publiques par rapport à l'action privée, etc. En un mot, la critique de l'Etat se focalise autour de l'adéquation entre les moyens et les résultats de l'action publique. L'essence de cette remise en cause réside dans le devenir de l'action publique. Celle-ci restera-t-elle le monopole de l'Etat ou bien sera-t-elle partagée avec d'autres acteurs: les entreprises?

Ce débat est fondamental parce que les entreprises ont déjà commencé à faire du développement durable et ont mis en place des actions sociales au profit des populations pauvres et des exclus. Les expériences sont nombreuses à l'échelle internationale et même au niveau national. L'exemple de Sonatrach et Sonelgaz sont, à ce titre, très éloquentes. Quelle est donc la signification pour les entreprises à investir dans le développement durable?

### **Le développement durable, un pacte intergénérationnel.**

D'abord, c'est une question de stratégie à long terme qui s'inscrit dans le cadre du débat sur la solidarité intergénérationnelle. Cette attitude de développement durable devient pertinente parce qu'elle engage l'entreprise à long terme. L'entreprise produit un discours de responsabilité qui dépasse largement la configuration actuelle de son marché. En effet, investir dans le développement d'un marché de l'énergie dans le grand Sud est un pari très ambitieux mais réaliste et

indispensable. Le marché de l'électricité au grand Sud, ce n'est pas une utopie mais de véritables opportunités d'investissement tant au plan économique (le marché du Sud est très prometteur et pourrait devenir une plate forme d'exportation pour les pays voisins du Sud) qu'au plan technologique (marché vierge où l'entreprise a toutes les possibilités de développer des innovations et des techniques révolutionnaires d'électrification). L'entreprise d'électricité a la responsabilité de développer ce segment de marché, de définir ses normes, ses critères de gestion et les contours de sa configuration.

Sur le fond, ce devoir d'investissement dans le développement durable d'un marché de l'énergie dans le grand Sud relève d'une responsabilité qui résulte d'enjeux pour l'entreprise de mettre en place les conditions de base pour accueillir des investissements (création de nouvelles zones d'activités et de nouveaux profils d'emplois) mais surtout un instrument qui sera légué aux acteurs économiques de demain et aux générations futures. Le devoir de l'entreprise d'investir dans le développement durable dans les régions du grand Sud ne doit pas être apprécié sous l'angle de la rentabilité économique et financière immédiate mais plutôt inscrit dans le cadre de scénarios à concrétiser où les investissements réalisés aujourd'hui constitueront des atouts dans l'avenir.

Inscrite dans le cadre d'une vision de développement durable ou pas, la question du marché de l'énergie dans le grand Sud s'impose et doit faire partie des priorités de développement de la région. Les investissements directs étrangers ou les investissements nationaux sont déterminés par le climat des affaires mais surtout par les conditions d'accueil (énergie, téléphonie, etc.).

### **Le développement durable, c'est un contrat de solidarité avec son environnement.**

Outre cette dimension de responsabilité intergénérationnelle, le développement durable a également pour objectif d'établir des relations entre l'entreprise et son environnement basées sur le partage du même présent. En effet, lorsqu'on parle de question d'éthique, on fait souvent référence aux conditions indispensables de mise en place d'une équité entre l'entreprise, son environnement et les populations qui l'entoure. C'est cette préoccupation qui justifie aujourd'hui la nécessité de mettre en place un contrat de solidarité. Ce contrat pourrait prendre la forme de projets de développement communautaire ou bien d'actions sociales en faveur des pauvres et

des exclus. Sonatrach s'est inscrite dans cette optique de développement communautaire conjugué avec des actions sociales en faveur des pauvres et des exclus. Le fait de donner des équipements informatiques pour les jeunes, d'équiper des écoles en tables et matériels didactiques, d'équiper des centres de soins en matériel médical, relancer le travail artisanal par des aides en outillage, acheter et (ou) promouvoir certains produits des artisans locaux, etc. constituent autant d'actions de solidarité avec les populations locales mais surtout un acte de solidarité générationnelle entre l'entreprise et son environnement. Ces actions ont pour but de faire partager et faire bénéficier d'une manière directe les populations locales aux avantages du développement économique, social et technologique dont dispose l'entreprise. Pour l'entreprise, le contrat de solidarité avec son environnement lui impose de s'ouvrir sur son environnement, se rapprocher de lui et l'aider à se développer.

### **EN GUISE DE CONCLUSION: LE DEVELOPPEMENT DURABLE, EST-CE LE NOUVEAU REGISTRE DES ENTREPRISES ?**

Par les actions entreprises sur le terrain, les entreprises comme Sonatrach et Sonelgaz ont mis en avant leur responsabilité éthique en tant qu'acteur économique contribuant au développement durable des populations vulnérables et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. C'est en essayant d'anticiper les menaces de contestation sociale que ces entreprises ont pris l'initiative de mettre en place des plans de développement communautaire et d'action sociale d'amélioration des conditions de vie des populations enclavées.

La recherche de légitimité sociale a poussé ces entreprises à faire des choix stratégiques d'investissement social dans le grand Sud et faire du développement durable. C'est par souci de gestion d'un état potentiel de contestabilité de leur situation et, de leur position que l'action sociale de ces entreprises se trouve justifié ou légitimé.

Certes, le risque potentiel engendré par ces actions peut révéler une exclusion de l'Etat du champ d'influence sur le registre social. Pour certains, les limites d'intervention et les difficultés financières de l'Etat sont à l'origine de ce retrait. Quel que soit le cas de figure observé on assiste à un glissement dans les rôles où la régulation politique cède du terrain à la régulation économique exercée par les entreprises.

- 1- **Impacts socio-économiques de l'édétrification des villages du grand Sud en énergie solaire photovoltaïque.** Rapport final de l'étude commandité par l'entreprise Sonelgaz, réalisé sous la direction de Abedou Abderrahmane, chef de projet et par l'équipe : CHERRAD Salah Eddine, BOUCHICHA Nacer Eddine, BOUYAHIAOUI Brahim, BELHOCINE Makhlof, GHEDIRI Nawel et Khiat salim. Décembre 2003.
- 2- Khéêche-Oldache Baya. **L'Entreprise citoyenne. Une approche par les normes environnementales.** Actes du 4<sup>o</sup> Congrès international francophone sur la PME : Compétitivité et identités des PME (CIFPME), Nancy-Metz, octobre 1998. <neumann.hec.ca/airpme/pdf/1998/khirolda.pdf>
- 3- Gilbert BENHAYOUN, Nathalie GAUSSIER, Bernard PLANQUE (Sous la direction de), **Economie des régions méditerranéennes et développement durable. Expériences méditerranéennes.** Collection Emploi, Industrie et Territoire. Ed. L'Harmattan, 1999.
- 4- Alain ALCOUFFE, Sylvie FERRARI, Laurent GRIMAL. **Les enjeux du développement durable.** Atour du Développement durable. Revue sciences de la société Presse Universitaire du Murail, n°57-2000.
- 5- Géraldine FROGER, Pascal OBERTI. **Gouvernance et développement durable. L'aide multicritère à la décision participative.** Revue sciences de la société Presse Universitaire du Murail, n°57-2000.
- 6- Muriel MAILLEFERT. **Etat, action publique et territoire. Quels enjeux pour la politique d'emploi territoriale ?** Revue sciences de la société Presse Universitaire du Murail, n°57-2000.
- 7- Philippe BLANCHER. **Enjeux et voies d'un développement durable.** Le développement local, une dynamique internationale. Revue Economie et Humanisme. N° 350 – octobre 1999.
- 8- CHERINE AUBERTIN. **Johannesburg ou le retour au réalisme commercial.** Johannesburg. Les défis du nouveau siècle. Revue Ecologie & Politique. Sciences, Cultures et Sociétés. N°26-2002.
- 9- Guillaume SAINTENY. **Le 11 septembre et le**

**développement durable**. Johannesburg. Les défis du nouveau siècle. Revue Ecologie & Politique. Sciences, Cultures et Sociétés. N°26-2002.